Le point eau et Objectifs de Développement Durable du PFE

Le point trimestriel du Partenariat Français pour l'Eau sur le dossier eau et Objectifs de Développement Durable Par Melisa Cran, Adjointe au Directeur Général du PFE, coordinatrice du groupe de travail sur les ODD

HIGH LEVEL PANEL ON WATER

Le panel de haut niveau sur l'eau, initiative des Nations unies et de la Banque mondiale, réunit 12 chefs d'Etat qui s'engage autour des questions de gestion des ressources et service d'eau et d'assainissement pour la période 2016-2018. Ce panel a publié à l'occasion de la journée mondiale de l'eau <u>un communiqué de presse</u> présentant l'engagement assez concret de 5 pays sur ce sujet.

GOUVERNANCE INTERNATIONALE DE L'EAU

Une réunion diplomatique a eu lieu à New York le 22 mars pour discuter d'une initiative de création d'un comité intergouvernemental à niveau politique. De nombreux pays appuient cette proposition : consensus européen (à l'exception du Royaume-Uni), avec un fort appui de la part de la France, Allemagne, Finlande, Hongrie et Pays-Bas, mais également la Chine et de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine. Cette initiative part du constat qu'il n'existe actuellement aucune instance au niveau des Nations unies qui ait un mandat politique sur les questions de gestion d'eau et d'assainissement.

Des pays sont cependant fortement opposés à cette proposition : la Russie, les Etats-Unis, la Turquie, le Royaume-Uni. Parmi les raisons: craintes d'obligations transfrontalières, ne pas vouloir affaiblir certaines institutions existantes, ne pas se lancer dans la création de nouveaux processus.

DES INDICATEURS EN COURS D'ELABORATION POUR SUIVRE LES PROGRES DE L'AGENDA 2030

La Commission statistique est l'organe responsable des informations statistiques des Nations unies. Elle est notamment <u>en charge du suivi et de la révision des indicateurs des ODD</u> et assure le secrétariat du Groupe d'experts et d'inter-agence sur les ODD (IEAG – SDG).

Lors de sa dernière réunion en mars 2017, la Commission statique a validé <u>un projet de résolution pour adopter le Cadre général des indicateurs</u> proposé par l'IEAG-SDG. Des révisions annuelles mineures des indicateurs ainsi que des révisions majeures en 2020 et 2025 seront engagées pour bien s'aligner avec le cadre de Sendai pour la réduction des risques et catastrophes

Les indicateurs sont actuellement classés en trois niveaux selon leur opérationnalité immédiate continue. Pour l'ODD6, 5 indicateurs portant sur la qualité des masses d'eau, les écosystèmes aquatiques, eaux usées non traités, efficience de l'usage de l'eau et bassin transfrontaliers sont pour l'instant encore classés en catégorie III – à savoir indicateurs nécessitant encore des améliorations méthodologiques. Ils peuvent donc encore évoluer. Une nouveauté également : des nouveaux indicateurs sont apparus dans les discussions internationales, et pourraient être rajoutés à la liste actuelle. Pour l'eau il s'agit d'un indicateur 3.9 portant sur: *Maladies liées à l'insalubrité de l'eau, aux déficiences du système d'assainissement et*

au manque d'hygiène (accès à des services WASH inadéquats), et d'un indicateur 6.4 : Nombre de personnes exposées au stress hydrique ou à des pénuries d'eau.

Les stratégies d'adaptation sont donc désormais incontournables pour beaucoup de pays. Il est cependant primordial de rappeler qu'elles ne doivent pas apparaître comme des substituts aux stratégies de réduction des gaz à effet de serre. Ce point de vigilance est particulièrement important au vu du contexte international et de l'arrivée d'un climato sceptique à la tête du deuxième pays plus gros émetteur de CO₂ au monde.

LE HIGH LEVEL POLITICAL FORUM

Chaque année une réunion onusienne technique puis ministérielle est organisée à l'occasion du Forum Politique de Haut Niveau (HLPF), afin de faire un point général sur l'avancée des ODD et d'évaluer à la loupe 6-7 ODD. Cette année, on s'intéressera aux ODD1 Pauvreté, ODD2 Sécurité Alimentaire, ODD 3 Santé, ODD 5 Genre, ODD9 Infrastructure, ODD 14 Océan. L'année prochaine l'ODD 6 Eau fera partie des ODD à l'honneur.

Le Gouvernement français prépare sa contribution au prochain Forum Politique de Haut Niveau (HLPF) qui est l'enceinte intergouvernementale ONU en charge du suivi des progrès des ODD.

UN NOUVEAU RAPPORT JMP QUI PRESENTE UNE NOUVELLE ECHELLE D'ACCES A L'EAU POTABLE

Le JMP a publié le <u>un nouveau rapport</u> « une eau potable gérée en toute sécurité » qui précise les évolutions du nouvel indicateur « accès à l'eau potable » des ODD, et propose une nouvelle échelle d'évaluation en 5 niveaux : « pas de service », « non amélioré », « limité », « élémentaire » et « géré en toute sécurité ». Ce dernier échelon correspond donc à une eau de boisson provenant d'une source améliorée (protégée des contaminations extérieures), située sur place (dans l'habitation ou la parcelle), disponible à la demande en cas de besoin et exempte de contamination de matières fécales et des produits chimiques d'intérêt prioritaire.

Un rapport similaire sera publié en juin ou juillet concernant les Services d'assainissement géré en toute sécurité.



ET EN FRANCE?

Le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) a identifié des chefs de files thématiques au sein de chaque ministère pour travailler sur des grappes thématiques en associant les autres ministères concernés. Pour les questions d'eau, le chef de file est la Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB-MEEM).

Le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) a reçu une mission d'exploration pour dresser un état des lieux de la France par rapport aux ambitions environnementales de l'Agenda 2030. Le PFE a été identifié comme un interlocuteur privilégié sur les questions d'eau et le référent de cette étude prendra prochainement l'attache du PFE pour échanger au sujet des ODD.

A PROPOS DU PFE

Le Partenariat Français pour l'Eau, présidé par l'ancien député Jean Launay, est la plateforme française publique et privée qui rassemble 140 membres actifs à l'international au sein de 6 collèges: État et ses établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques mises en œuvre et valorise les savoir-faire français.

http://www.partenariat-francais-eau.fr



ILS SONT MEMBRES DU PFE

